

AU ROYAUME DE KAFKA: L'ALLEMAGNE DE L'EST FACE AU NÉANT...

«*La seule réussite de la politique internationale depuis vingt ans*», c'est ainsi que François Mauriac apprécie en toute charité la division de l'Allemagne. De même, c'est ainsi, il faut le dire, car ils n'osent être aussi francs, que pensent dirigeants et opinion publique en France en Angleterre, en Amérique, en Russie et ailleurs. Le partage de l'Allemagne, effectif depuis quinze ans, arrange tout le monde. Chacun des deux blocs a son Allemagne, avec non potentiel économique de première importance, son armée, ses bons allemands, tandis qu'en face subsiste une mauvaise Allemagne, épouvantail nécessaire. Chacun a les siens et nulle part il n'y a d'Allemagne indépendante. C'est tout bénéfique et sans danger, cela permet même le cas échéant, la minute de «suspense» fort utile pour exciter l'opinion, bref, chacun y trouve son compte, sauf les Allemands, bien sûr.

Nous n'avons jamais mangé du «boche», ni pensé que les Allemands ou l'Allemagne étaient l'incarnation du Mal. Ni que ce pays soit plus responsable qu'un autre de l'éclatement des guerres mondiales ou des autres. Nous n'apprécions ni plus ni moins le militarisme et l'impérialisme allemand que le militarisme, l'impérialisme français, anglais, américain ou russe qui nous ont tous autant qu'ils sont valu ces guerres, parmi lesquelles chacun peut aujourd'hui choisir celle qu'il préfère.

ALLEMAGNE AMIE

Pour cela nous saluons comme l'événement le plus grotesquement réjouissant la fameuse réconciliation franco-allemande. La mutation officielle d'un ennemi héréditaire en ami de cœur est, dans la vie des nations, un spectacle rare et fort instructif qu'il ne faut pas manquer de célébrer. Après avoir élevé des générations de français dans la haine, la crainte et le mépris de tout ce qui venait d'au-delà du Rhin, ces mêmes dirigeants politiques et militaires qui vivaient de l'hostilité à l'Allemagne, nous invitent maintenant à collaborer et fraterniser avec ceux qu'ils mettaient au ban des nations. Ils trouvent d'ailleurs pour saluer sinon expliquer cela, des phrases particulièrement savoureuses. Tel ce glorieux général que vous savez, proclamant qu'entre la France et l'Allemagne «*rien de grand ne s'est fait sans la participation de la chose militaire*». Quand on relit les premières pages des *Mémoires* de ce monsieur, où il explique que toute sa Jeunesse a été exaltée par l'attente de 1914 et de l'heure de la *Revanche* qui allait lui donner l'occasion d'exercer son beau métier contre l'Allemagne, on ne peut manquer de s'incliner devant une telle intelligence de l'histoire.

Mais il y a deux Allemagnes, la bonne: la capitaliste, et la mauvaise: l'autre, celle qui cumule toutes les tares: germanique et orientale, dictatoriale et communiste. Cette dernière offre aussi une particularité singulière partagée avec la Chine continentale: elle n'est pas «*reconnue*» par l'Ouest. Impossible pour un Français d'y aller, d'y passer ou d'en venir. Ni visa ni papier pour elle: elle n'existe pas; c'est toujours le pays du mal. Et effectivement, de tous les pays où règnent les partis communistes, c'est l'un des plus mal connus, bien que le plus proche (200 km de la frontière française).

LE PC LE PLUS PUISSANT

Pour apprécier la valeur du régime marxiste en Allemagne, on ne saurait trop rappeler que le marxisme y vit fleurir les plus beaux fruits: le plus fort parti Social Démocrate du monde et, jusqu'à Hitler, le plus fort parti communiste hors de l'URSS.

Le P.C., le mieux organisé du monde capitaliste, avait en 1932, à la veille de l'arrivée au pouvoir de Hitler, 360.000 adhérents, et près de 6 millions de voix (17%) aux élections. La même année, le P.C. français était au moins dix fois plus faible (35.000 membres) et ne recevait pas 1 million de suffrages (10%). Au lendemain de la guerre, le P.C.F. culminait en 1946 avec 1 million d'adhérents, et 5,5 millions de voix (29%), tandis

qu'aux premières élections d'après guerre, tenues en Allemagne de l'Ouest, le P.C.A. bien que se réclamant de plus de 150.000 adhérents, ne recevait que moins de 1,5 millions de voix (6%). Aux élections suivantes (1953) il recueillait 600.000 voix (2%) et devenait une force politique si négligeable que le régime put quasiment l'interdire sans protestation. A quoi était dû cet effondrement du plus puissant parti communiste d'Occident? Dans une certaine mesure seulement aux persécutions nazies qui avaient frappé la gauche et au-delà. Le *Parti Social Démocrate*, décimé aussi, retrouvait intégralement son audience et progressait après-guerre. Le P.C. allemand avait souffert de ses hésitations et erreurs commises avant l'avènement d'Hitler quand il préférait combattre les socialistes plutôt que les nazis (orientation dite de la 3^{ème} période, puis de l'entente cordiale Hitler-Staline, pacte germano-soviétique d'août 1939). Mais le déclin communiste était dû bien plus encore au contact immédiat des Allemands avec la réalité «soviétique». Combattants à l'Est - et les communistes n'ont jamais prôné autre chose que d'obéir à la conscription - les Allemands enrégimentés connurent par eux-mêmes la Russie. Puis l'Armée rouge en pénétrant en Allemagne, se chargea elle-même de sa publicité spécialement auprès des Allemandes de tout âge. Enfin, l'établissement chez lui d'un régime de type bolchévik fut pour le peuple allemand la meilleure des démonstrations de propagande contre ce genre d'expérience. Après la terreur et les désastres du nazisme, les Allemands furent particulièrement allergiques à une nouvelle dictature de parti, à un nouveau militarisme avec d'autres uniformes.

LA TECHNIQUE DU NOYAUTAGE

En 1945 l'Armée, dite Rouge, amenait dans ses fourgons un état-major de communistes allemands à qui la fidélité inébranlable à Moscou avait valu de passer la guerre en Russie. Mis en selle dans la zone d'occupation russe ils tentèrent de reconstruire le P.C., ce qui ne donna que des résultats dérisoires (1). Les Sociaux Démocrates, au contraire, retrouvaient d'eux-mêmes leur force d'antan. Les communistes imposèrent alors «l'unification» des deux partis, qui ne put être réalisée qu'en zone soviétique. A Berlin, comme à l'Ouest, les socialistes consultés refusaient à une écrasante majorité. Dans cette Allemagne alors partagée en 4 zones d'occupation et non encore en 2 États, vécurent donc 3 partis marxistes: en zone russe, un parti «*Socialiste Unifié*» (S.E.D.); en zones américaine, anglaise et française: un parti socialiste (S.P.D.) et un parti communiste (K.P.D.), ce dernier squelettique. L'unification socialiste réalisée à l'Est (avril 1946) prit tout profit pour les communistes, qui fournirent les dirigeants, tandis que la base était social-démocrate.

En octobre 1946 eurent lieu les seules élections relativement libres de la zone russe; celle des Diètes provinciales. L'étiquette du *Parti Socialiste Unifié* remporta la majorité absolue face aux chrétiens et libéraux; c'était tout ce que demandaient les communistes qui se cachaient derrière: il n'y en eut plus d'autres. Après ce fut la liste unique, comme en Russie.

Les communistes, passés maître en technique de noyautage, et forts de l'appui russe, prenaient rapidement en main le nouvel appareil du Parti. Obligée de reconnaître en 1946 qu'ils étaient en minorité, ils obtenaient néanmoins la parité aux organismes de direction. Cette parité maintenue en 1947 était abolie en 1950, les anciens communistes recevant partout plus du 2/3 des postes. Des anciens socialistes ralliés, tout au moins les plus inoffensifs d'entre eux, furent à partir de ce moment réduits au rôle de figurants et d'exécutants. Les plus en vue de ces «*potiches d'honneur*» pour parler comme Vercors étaient Cronwohl, Ministre-Président, et Ebert, Maire de Berlin-Est, fils du Président qui en 1918-19 fit écraser la révolution allemande. La réalité des pouvoirs étant détenue par les inconditionnels de Moscou: le pontifiant W. Pieck, président de la République, ou le barbu W. Ulbricht, Secrétaire général du Parti.

Dans les premiers temps de la fusion, il était bien question d'une «*voie particulière*» (*sonderweg*) de l'Allemagne vers le socialisme. Survint le blocus de Berlin (1948) et la coupure des deux Allemagnes: République Fédérale à l'Ouest, République «*Démocratique*» à l'Est (1949). Le *Sonderweg* et ses avocats, comme Ackermann furent passés par dessus bord et le S.E.D. s'engagea dans la voie de la «*transformation du parti de type nouveau*» (1948), c'est-à-dire, la bolchévisation. Il s'agissait de hâter la première étape, celle de la création d'une *Démocratie populaire* comme les autres. Un *Front National* groupait même auprès du Parti de la classe ouvrière, comme en Tchécoslovaquie, des fantômes de partis: un parti chrétien et un parti libéral soigneusement mis en conserve pour rallier la classe moyenne, d'un parti paysan et un parti national créés tout exprès avec de vieux communistes (Goldenbaum et Bolz) à leur tête, pour expliquer le «*socialisme*» aux masses rurales et l'autre aux «*petits nazis*». Puis l'on entreprit de passer à la deuxième étape celle de «*la construction du socialisme*» (1952) avec *Plan quinquennal* et le reste.

(1) Un appel du 11 juin 1945 parlait du «*rôle dirigeant de la classe ouvrière pour mener à son terme de façon conséquent la révolution bourgeoise...*».

LA VITRINE DES DEUX MONDES

La construction de ce socialisme n'allait pas sans difficultés en Allemagne de l'Est, qui était pourtant de loin le plus avancé des pays de démocratie populaire sur le plan du développement. Elle seule, par sa production, l'Allemagne de l'Est valait tous les autres satellites de la Russie: industries textile, chimique, mécanique, automobile, optique, etc..., avec un prolétariat et ces cadres hautement expérimentés. Le vieux rêve de Marx et de Trotsky allait prendre forme: la révolution dans un pays industrialisé. L'Allemagne de l'Est allait montrer le chemin à tous les autres pays du glacis soviétique. Hélas, ce pays n'avait que le grave défaut de n'en pas être un. La Pologne sans industrie, par exemple, pouvait se débattre dans des difficultés inouïes, les Polonais rêver d'un changement ou d'une évasion: ce n'était que rêve. Pour l'Allemagne de l'Est c'était tout différent: à chaque crise de ravitaillement, chaque pénurie, chaque resserrement de la vis socialiste, les Allemands pouvaient contempler latéralement sous leurs yeux l'Allemagne de l'Ouest, en plein essor et, fait exceptionnel, y passer sans trop de difficultés. Il suffisait d'obtenir l'autorisation d'aller dans la capitale. Berlin, et là de prendre le métro. C'était la seule brèche dans le rideau de fer. Et de l'autre côté on retrouvait toujours son pays, sa langue, ses habitudes, des amis et de la famille. En une douzaine d'années près de deux Allemands de l'Est sur dix empruntèrent cette voie. L'Allemagne de l'Est était le seul pays au monde dont la population n'inquiétait pas. Berlin offrit tout au long des années 50 l'un des spectacles les plus fantastique de notre temps: une seule et même ville partagée entre deux mondes qui, chacun, faisait de sa partie sa vitrine sur l'autre. Il faut reconnaître que les deux vitrines étaient d'attrait assez divers. Celle de l'Ouest avait certes les stigmates du capitalisme: luxe côtoyant la misère et le chômage. Celle de l'Est était empreinte d'une telle monotonie grise, où seuls étincelaient les banderoles couvertes de slogans du Parti que l'on comprenaient tout de suite et qui poussait tant d'Allemands de l'Est à quitter ce monde dont ils ne savaient que dire qu'ils s'y ennuyaient. D'un côté de la rue: Berlin-Ouest annonçait l'Amérique et de l'autre Berlin-Est sans autos, avec ses bus antiques, ses ruines, ses queues devant des étalages vides rappelait irrésistiblement les années de guerre. C'était comme tout l'Est, un pays en guerre économique face à un monde où une certaine prospérité effarait les marques de la guerre passée. Plus que la terreur de la police, la bêtise de la propagande et ses prétentieuses répétitions les faisaient fuir. Et plus que la liberté politique ou même que les hautes payes ce qui les attirait à l'Ouest était quelque chose d'indéfinissable fait de superflu, de fantaisie, d'initiative individuelle que l'Est est incapable d'inscrire à ses plans quinquennaux et que l'Ouest a, en temps normal, le luxe d'offrir. Il ne s'agit pas de juger mais d'observer, pas de prendre parti pour l'Ouest ou une philosophie, mais de comprendre que l'homme ne vit pas seulement de pain.

KRONSTADT 1921, BERLIN-EST 1953, HONGRIE 1956

Encore faut-il qu'il y ait du pain. Or celui de l'Est n'était ni meilleur ni plus abondant. Les premières mesures de socialisation accélérée entraînent en 1952 une crise de ravitaillement aiguë. Il fallut attendre la mort de Staline pour souffler un peu. Le 9 juin 1953, de graves erreurs sont reconnues, et un «*Cours Nouveau*» est annoncé. Mais défaut de coordination? Une des premières mesures à envisager frappant les travailleurs est le relèvement des normes, donc la baisse des salaires. Parti le 16 juin du [mot illisible] de la Stalin Allee à Berlin, le mécontentement déferlant en manifestation gagne le 17 juin tous les ouvriers de Berlin. La grève générale insurrectionnelle gagne ensuite les villes de l'Allemagne de l'Est. Le prolétariat est maître de la rue, la nouvelle classe se terre et s'enfuit. Les bureaucrates du Parti complètement dépassés font appel à leurs maîtres. L'Armée rouge rétablit l'ordre avec ses tanks non sans que certains soldats russes aient refusé de tirer sur les ouvriers. Trente-deux ans après Kronstadt, trois ans avant la Hongrie, les masses populaires, secouant comme fétu de paille l'appareil communiste local, n'ont été écrasées que par Moscou. Les épurations vont se succéder dans le Parti. L'Allemagne de l'Est va se donner une armée véritable: le service militaire obligatoire accroîtra le départ des jeunes vers l'Ouest où la conscription n'est pas inévitable. Et en 1955 le «*Nouveau Cours*» sera abandonné. En 1956 les répercussions de l'ébranlement polonais et hongrois se feront sentir. Le régime frappe au hasard ceux qu'il suspecte de le critiquer comme le philosophe Harich, destitue des économistes pour «*révisionnisme*», comme Kuszinsky.

RATTRAPER L'OUEST

Deux Plans quinquennaux se succèdent (51-55 et 56-60), mais leur échec est difficilement voilé. En 1958 le V^{ème} congrès du S.E.D. englobe la fin du dernier dans un plan septennal, aligné sur celui de l'U.R.S.S., à l'issue duquel (1965) le niveau de vie des Allemands de l'Est devrait égaler celui des Allemands de l'Ouest, qui était pourtant le même en 1945.

Il semble que ce soit là l'objectif suprême que le régime promette, mais le mirage s'éloigne de plan en plan, de congrès en congrès. En 1960 la collectivisation générale des terres est achevée. Le 13 août 1961

le *Mur de la honte* enferme Berlin-Est, ses habitants et ceux de toute l'Allemagne orientale. Le bague est clos, plus de porte, plus de fenêtre. L'expérience va se continuer à l'ombre, avec un effectif de main d'œuvre stable. En 1962 les échecs économiques sont attribués à la tension internationale et le VI^{ème} Congrès du S.E.D. reporté dans l'attente des décisions russes est convoqué pour janvier 1963. Il sera dominé par les discours des délégations étrangères qui depuis quelques mois confèrent un certain pittoresque et un minimum de sens à ce genre de Festival.

Coupée des masses qui vivent avec quelques centaines de marks par mois (femme de ménage, moins de 300; ouvrier moyen: 40; mineur ou métallo, 700); une classe de bureaucrates dont les salaires se comptent par milliers de marks vit dans la crainte que son château ne s'écroule. Soit sous la pousse d'un peuple qui, mieux qu'à l'Ouest, sait quelle imposture ce «*socialisme*» couvre. Soit simplement que Moscou troque son morceau d'Allemagne contre quelque chose d'autre, ailleurs. Les dirigeants de ce régime, digne de Kafka se savent suspendus entre leurs maîtres russes et leurs compatriotes. Et la seule supériorité qu'aient les travailleurs sur eux est de ne pas craindre que le fil casse. C'est ce que le VI^{ème} Congrès du S.E.D. n'aura pas dit.

J.PRESLY.
